



EXPRESSION CONCERNANT LE COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 14 JANVIER 2021

Monsieur le Président,

Alors que la Direction Générale des Finances Publiques met en place, à marche forcée, son Nouveau Réseau de Proximité, portant en germe de nombreuses fermetures de services, nous constatons que celle-ci ne réduit pas le rythme des suppressions d'emplois, faisant ainsi courir un risque majeur de désorganisation de nos missions et de destruction du réseau.

Dès lors, la CGT Finances Publiques 71 et Solidaires Finances Publiques 71 ne siégeront pas au Comité Technique Local, convoqué ce jeudi 14 janvier 2021, pour présenter les suppressions d'emplois de la DDFIP de Saône et Loire pour 2021.

En effet, il y a longtemps que le « dialogue social » a disparu au sein de notre administration au « profit » d'une démarche verticale et à sens unique descendant « d'information ».

Nous refusons de participer au démantèlement de la DGFIP et voulons dénoncer, une fois de plus, les suppressions massives d'emplois qui la frappent : 1800 postes en moins pour 2021 et 1600 minimum connus pour l'année 2022 suite à la signature du contrat d'objectifs et moyens entre la DGFIP et la Direction du Budget.

Alors que la crise sanitaire que nous traversons met en lumière la nécessité absolue de services publics forts, le gouvernement persiste dans ses choix d'affaiblissement d'une administration régaliennne, indispensable à un état républicain au service de l'ensemble des citoyens. De surcroît, notre administration se félicite de confier au secteur privé certaines missions assurées jusqu'ici exclusivement par les services des finances publiques.

Au plan local le couperet est tombé, cette année ce sont encore 14 emplois qui sont sacrifiés sur l'autel des suppressions :

- 5 postes d'Idiv dans les trésoreries de Montcenis, Cuiseaux, Bourbon Lancy, Digoin et Gueugnon
- 1 poste A à la trésorerie de Perrecy-les-Forges
- 2 postes B au SIP de Charolles et au SIE de Louhans
- 6 postes C : SIP de Chalon et de Mâcon, SIE de Charolles et de Mâcon, Trésoreries de Buxy et Chauffailles

Et comme si l'addition n'était pas assez lourde, 4 emplois supplémentaires seront supprimés à la Direction au titre du *rebasage* !

Au total, c'est donc un lourd tribut de 18 suppressions que la DDFIP de Saône et Loire va payer cette année.

Il n'y a aucune justification à ces suppressions d'emplois si ce n'est l'obéissance aveugle à la logique comptable et aux dogmes des réductions des dépenses publiques.

La réalité, ce sont les effets de ces suppressions massives d'emplois. La souffrance au travail n'a jamais été aussi grande dans le département. Les services en sous-effectif structurel n'en peuvent plus de la charge de travail. Retard, stress permanent, burn-out, accumulation de jours sur le Compte Épargne Temps (CET),

arrêts maladie, sont désormais le lot quotidien des agents, malmenés par la mise en place concomitante du NRP. Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. Mais non satisfaite d'en abuser, la DG nous « remercie » en détériorant nos conditions de travail, en détruisant nos droits et garanties, en restreignant nos droits à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en bloquant les salaires, en diminuant les promotions, etc.

La Direction Générale supprime des emplois alors que les charges augmentent : nouveaux dispositifs comme le PAS, les dispositifs COVID, personnes en difficulté, coups de téléphones, courriers, mails, etc.

Pas un service où ce ne soit la course. Les contentieux s'entassent ainsi que les titres, mandats, les mises à jour, les gracieux, les prises en charge, les rôles supplémentaires, les contrôles, les délais de paiement, le recouvrement ; des collègues écrètent leurs horaires pour pouvoir passer les payes ou accomplir leurs missions tandis que des responsables mettent la pression sur les congés ; les réponses sont expédiées parce qu'on veut aller vite, les comptas à l'arrache, les chefs de services qui demandent à leurs agents de ne plus répondre aux téléphones, des services où le téléphone est décroché, d'autres où ils sonnent sans arrêt non pas parce qu'on ne répond pas mais parce que la personne est déjà au bout du fil et que d'autres contribuables appellent pendant ce temps... Voilà les réalités que les « hauts fonctionnaires » de la DG ne connaissent pas ou dont ils se fichent car ils ne les vivent pas !

Et tout cela est réalisé avec du matériel informatique d'un autre âge, des applications des années 70, des ralentissements applicatifs désormais hebdomadaires, l'obligation d'ouvrir à la fois sous internet explorer et sous mozilla firefox les applicatifs métiers...

On atteint effectivement des sommets..! Et ce n'est pas avec le NRP que l'administration va remédier à tous ces maux. Bien au contraire, nous courons droit au précipice tout en nous félicitant que nous serons plus «accessibles »...Mais dans quel état au final ?

Décemment, nous ne pouvons, par notre présence à cette instance, cautionner cette politique de destruction de notre administration et du service public des Finances, alors que plus que jamais notre travail est nécessaire à la bonne marche de l'État et de l'économie. Il faudrait que l'Etat ait enfin le courage de soutenir son administration en lui fournissant les moyens budgétaires qui se traduiront par des renforts en emplois !